



**EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE  
DES MASSEURS KINESITHERAPEUTES  
EN REGION AUVERGNE RHONE ALPES  
DE 2018 A 2024**

**Commission DEMOGRAPHIE du CROMKARA**

**MAI 2025**

**Membres de la commission « démographie » du CROMKARA :**

**Mme. Carole BARBIER SION**

**M. Patrick GUILLOT**

**M. Tristan LIVAIN**

**M. Alexandre RAMBAUD**

**M. Frédéric RAVEL**

**Secrétaire administratif du CROMKARA :**

**M. Yoan SAUNIER**

**CROMK ARA**

**04.78.75.83.27**

**16, rue du Parc 69500 BRON**

## Sommaire

I.	INTRODUCTION .....	4
II.	DEMOGRAPHIE REGIONALE GENERALE : .....	5
III.	REPARTITION PAR GENRE DES MK EN REGION ARA .....	8
IV.	REPARTITION PAR MODE D'EXERCICE DES MK EN REGION ARA .....	9
V.	LES RADIATIONS .....	10
VI.	MOBILITE, TRANSFERTS DES MK : .....	11
a.	Transferts sortants : .....	11
b.	Transferts entrants : .....	12
VII.	LES PRIMO-INSCRIPTIONS : .....	13
a.	LES DIPLOMES D'ETAT (DEMK) .....	14
L'offre de formation : .....	15	
b.	LES AUTORISATIONS D'EXERCICE (AE) .....	18
VIII.	RECAPITULATIF DES FLUX PAR DEPARTEMENT .....	19
A.	L'AIN .....	19
B.	L'ALLIER .....	20
C.	L'ARDECHE .....	20
D.	LE CIDOMK 15-43 .....	21
E.	LA DROME .....	21
F.	L'ISERE .....	22
G.	LA LOIRE .....	22
H.	LE PUY DE DOME .....	23
I.	LE RHONE .....	23
J.	LA SAVOIE .....	24
K.	LA HAUTE SAVOIE .....	24
IX.	RECAPITULATIF DES FLUX POUR LA REGION ARA .....	25
X.	ANNEXE 1 : ANALYSE DES RADIATIONS PAR DÉPARTEMENT : .....	26
XI.	ANNEXE 2 : ANALYSE DES TRANSFERTS SORTANTS PAR DEPARTEMENT : .....	27
XII.	ANNEXE 3 : ANALYSE DES TRANSFERTS ENTRANTS PAR DEPARTEMENT : .....	29
XIII.	ANNEXE 4 : ANALYSE DES PRIMO INSCRIPTIONS PAR DEPARTEMENT .....	31
XIV.	ANNEXE 5 : ANALYSE DES PRIMO INSCRIPTIONS AVEC AE PAR DEPARTEMENT : .....	32

## I. INTRODUCTION

La commission « démographie » du Conseil Régional de l'Ordre des Masseurs Kinésithérapeutes Auvergne Rhône Alpes (CROMKARA) publie son rapport annuel. Comme les années précédentes, ce rapport a été élaboré grâce à la collaboration étroite entre le CROMKARA, les dix Conseils Départementaux de l'Ordre des Masseurs kinésithérapeutes (CDOMK) de l'Ain, de l'Allier, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Puy de Dôme, du Rhône, de la Savoie, de la Haute-Savoie, le Conseil Interdépartemental de l'Ordre des Masseurs Kinésithérapeute du Cantal et de la Haute-Loire (CIDOMK 15-43) ainsi que les services du Conseil National de l'Ordre des Masseurs kinésithérapeutes (CNOMK).

Sans cette collaboration, notre étude serait impossible. Nous tenons à les remercier tous pour leur précieuse contribution. Très logiquement, nos analyses recourent ou rejoignent celles de L'Observatoire de la démographie du CNOMK.

Nous pouvons aujourd'hui étudier notre démographie à l'échelle nationale voire européenne, régionale et départementale. Bien sûr, nous souhaiterions avoir la capacité de pousser plus loin encore notre étude mais il faut savoir aussi se fixer des limites. La région Auvergne Rhône Alpes est la seconde région en nombre de kinésithérapeutes après la région Ile de France (Cf. rapport 2024 de L'Observatoire de la démographie du CNOMK).

L'évolution régionale des flux démographiques est la résultante de l'évolution des flux des douze départements composant notre région. Et pourtant chaque département présente une évolution qui lui est propre ne ressemblant ni à celle de ses voisins ni à l'évolution régionale.

La diversité des territoires engendre une diversité des besoins de santé. Et si notre système de santé évolue lentement, les jeunes générations ont très certainement une conception de l'exercice professionnel ainsi que des aspirations bien différentes de celles de leurs aînés. On attribue à Mark Twain une phrase fameuse dénonçant la tyrannie des chiffres : *« Il y a trois types de mensonges : les mensonges, les sacrés mensonges et les statistiques »*.

C'est pourquoi nous tenons à rester prudents dans l'interprétation des chiffres et laissons le soin au lecteur de se faire sa propre opinion.

## II. DEMOGRAPHIE REGIONALE GENERALE :

D'après les données fournies par le CNOMK

Le nombre de MK et sociétés inscrits au tableau de l'Ordre pour la région ARA au terme de l'année 2024 est de 14 762 (fig.1). Il se rapproche de la barre des 15 000 inscriptions qui devrait probablement être franchie en 2025. Toutefois nous notons un infléchissement marqué de la progression annuelle du nombre de MK dans notre région en 2024 (Fig.2)

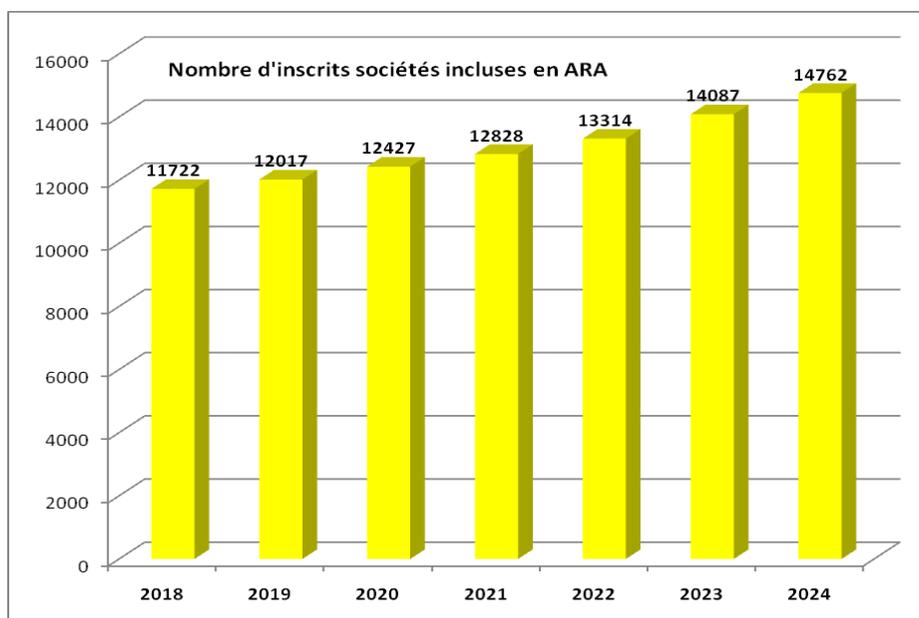


Fig. 1 : nombre de MK et sociétés inscrits au tableau de l'Ordre en ARA)

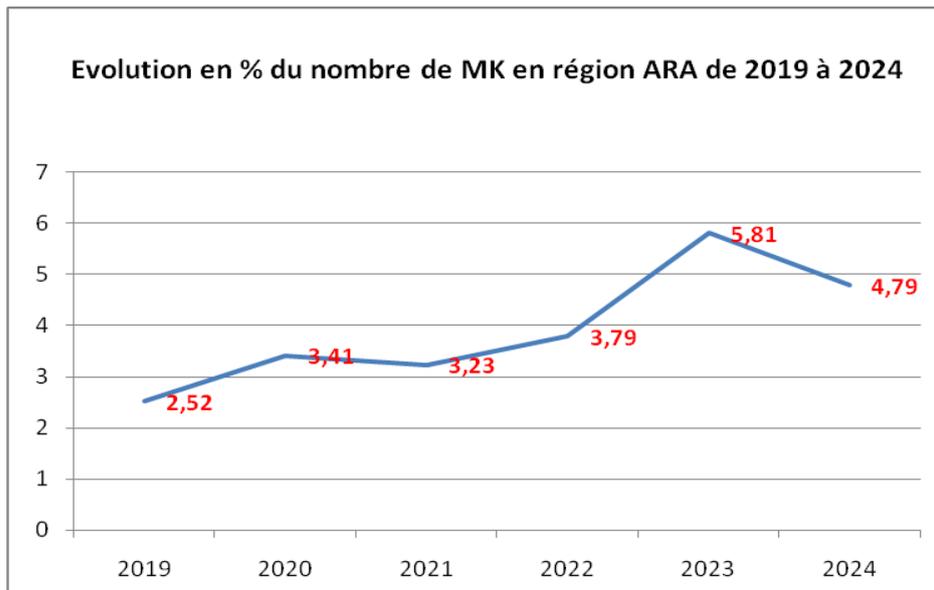
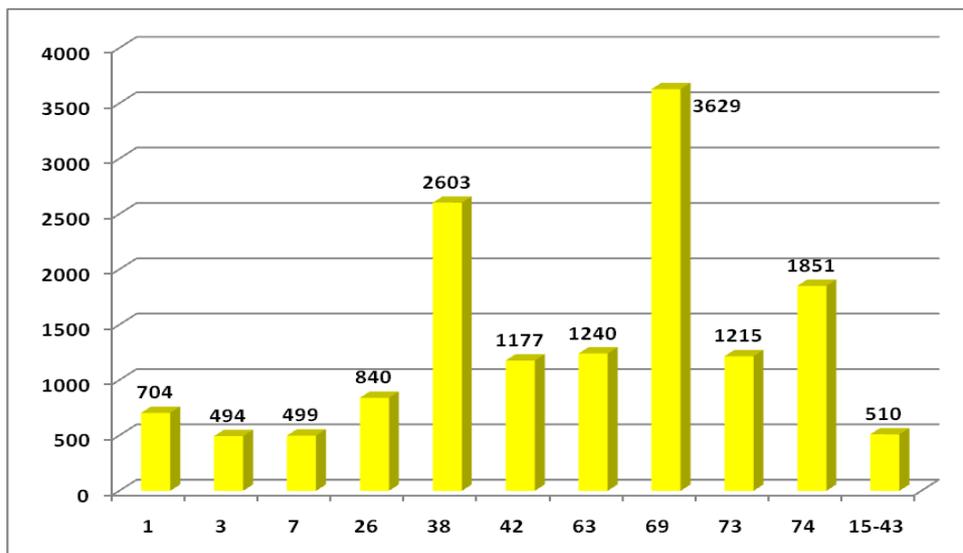


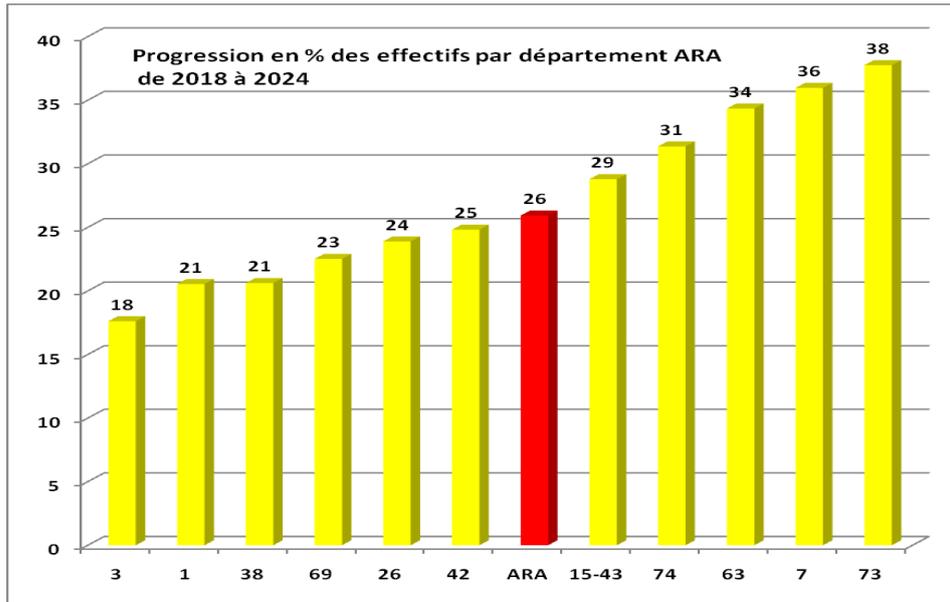
Fig.2 : Evolution annuelle en pourcentage du nombre de MK en région ARA de 2019 à 2024

La disparité de l'effectif entre départements fortement urbanisés et départements ruraux persiste logiquement (Fig.3), le Rhône étant un des départements français les plus peuplés alors que le Cantal et la Haute-Loire figurent, eux parmi les moins peuplés.



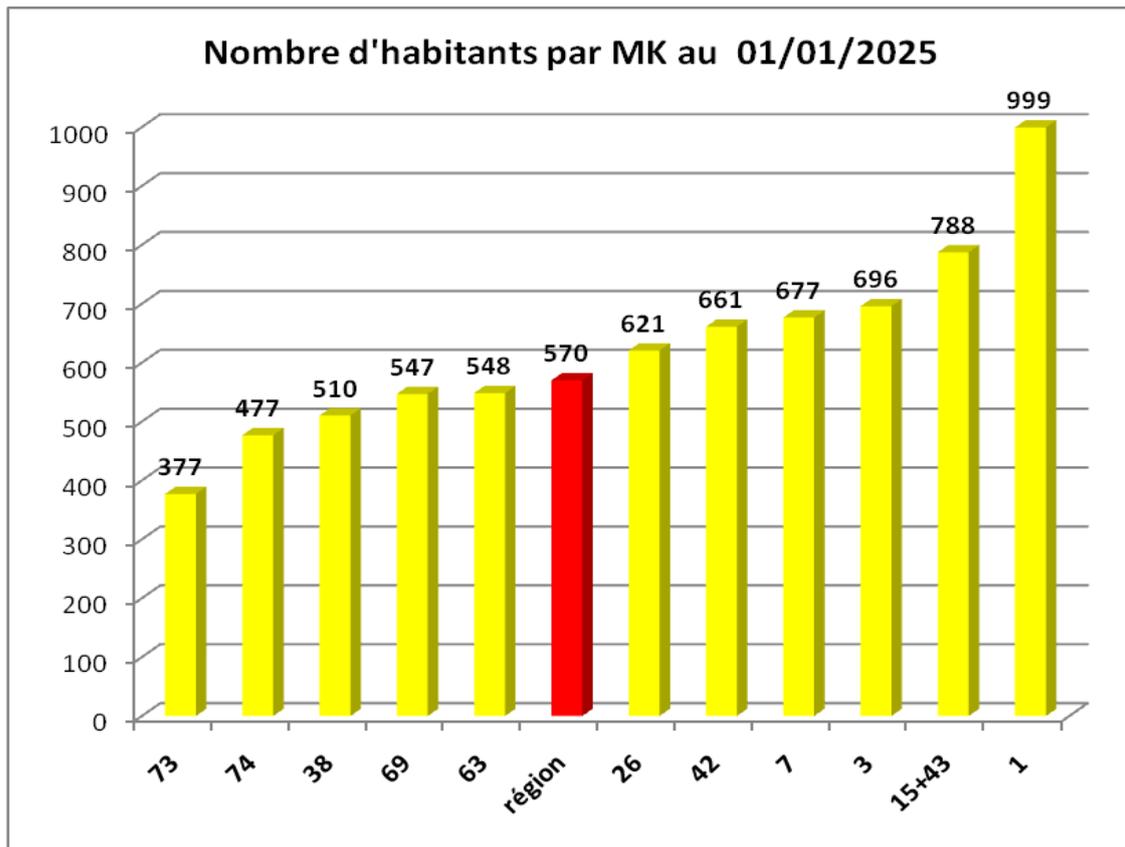
(Fig.3 : nombre de MK par département au 6 janvier 2025)

Toutefois, nous devons nuancer cette disparité. La progression des effectifs de MK par département de 2018 à 2024 révèle que l'attractivité n'est pas simplement due à la densité démographique mais qu'elle est aussi influencée par la politique du zonage ou encore l'activité touristique. Les départements du Rhône et de l'Isère qui possèdent les deux plus grandes agglomérations enregistrent une progression inférieure à la moyenne régionale au contraire des départements des Savoie par exemple (Fig.3)



(Fig.4 : progression en % des effectifs de MK par département de 2018 à 2024)

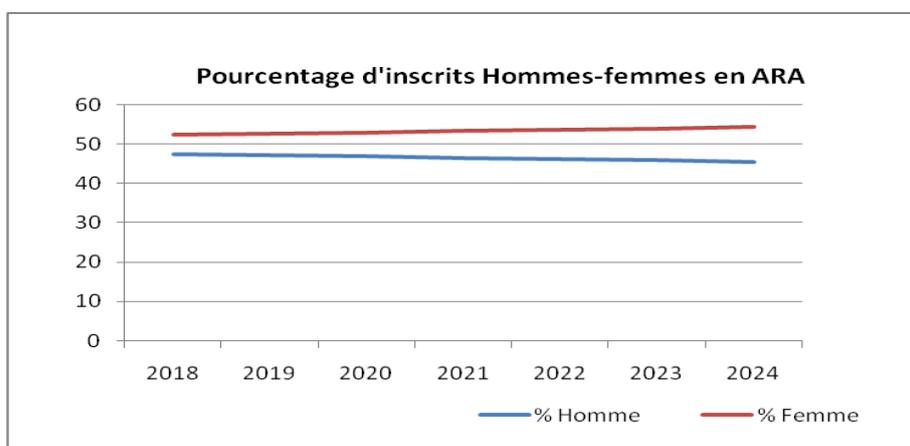
Les données démographiques fournies par l'INSEE nous permettent de calculer le nombre d'habitants par MK au niveau régional et au niveau départemental (Fig.5). Il existe de fortes disparités entre les départements à forte activité saisonnière tels que la Savoie et la Haute-Savoie, les départements possédant une métropole tels que le Rhône et l'Isère et les départements ruraux. Ainsi, l'Ain subit de manière persistante le voisinage de la métropole lyonnaise, de la Suisse et de la Haute-Savoie en présentant un MK pour 999 habitants alors que la moyenne régionale est de 570 habitants pour un MK. Ces chiffres ne doivent pas occulter les disparités existantes au sein même des départements que la politique de zonage a pour but de limiter.



(Fig.5 : nombre d'habitants par MK en région ARA)

### III. REPARTITION PAR GENRE DES MK EN REGION ARA

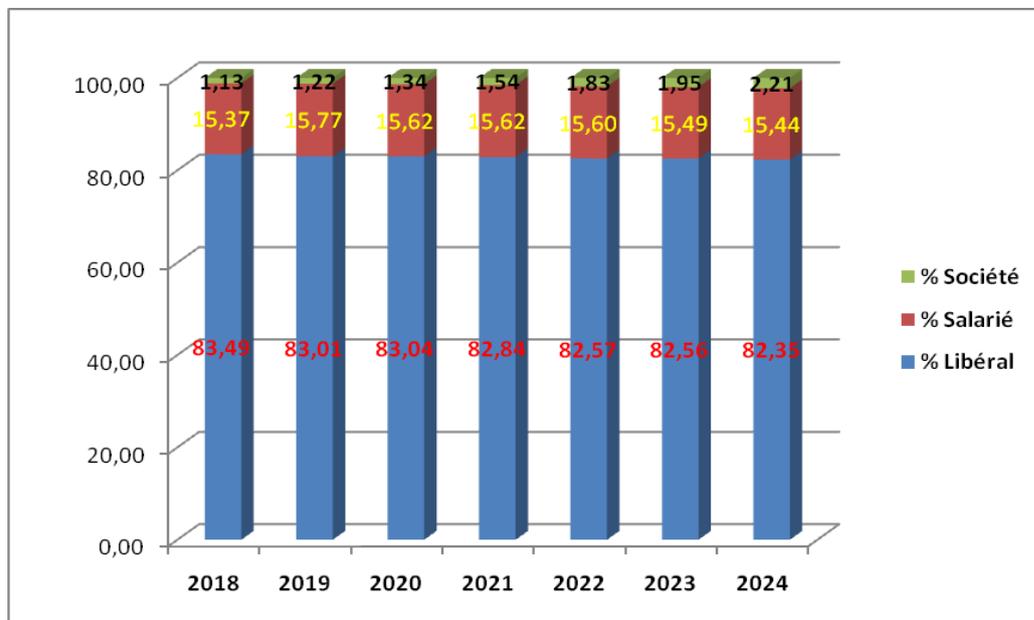
La population régionale des MK poursuit sa féminisation régulièrement. Cette tendance également nationale, devrait se maintenir dans les prochaines années du fait de la féminisation du recrutement actuel des IFMK supérieure à 60% (Fig. 6)



(Fig.6, Evolution de la répartition par genre des MK en région ARA)

#### IV. REPARTITION PAR MODE D'EXERCICE DES MK EN REGION ARA

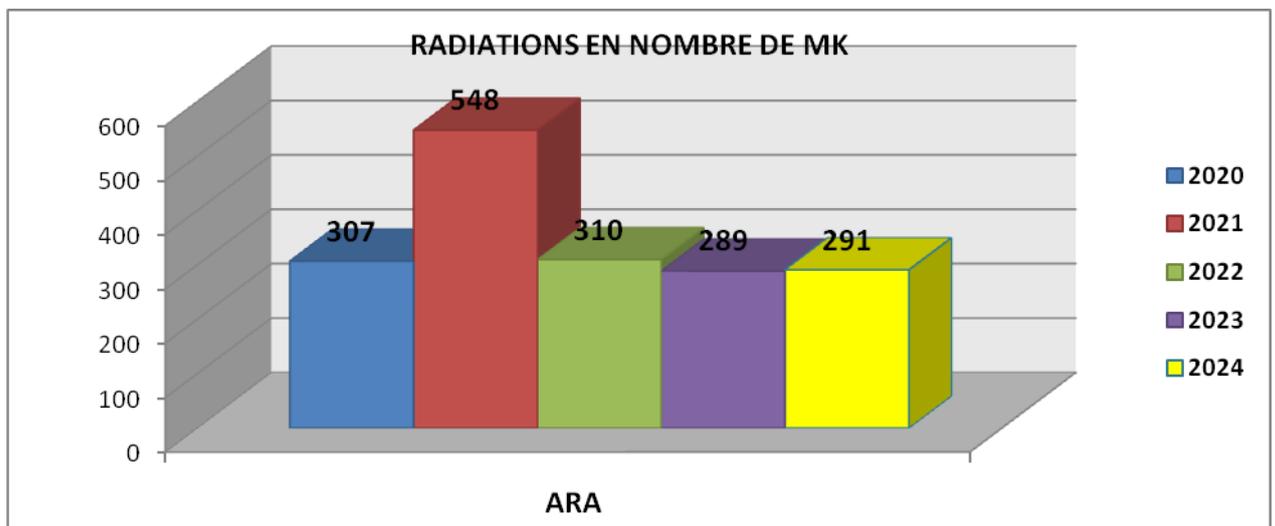
La répartition des MK inscrits au tableau de l'ordre par collège libéral ou salarié varie peu d'une année sur l'autre (Fig.7). Les aléas de la gouvernance de la santé française ne semblent donc pas avoir d'impact direct sur cette répartition. Toutefois, nous constatons qu'en 7 ans, le nombre de sociétés inscrites au tableau est passé de 133 à 326 soit une progression de 145% alors que la progression du nombre d'inscrits libéraux et salariés est de l'ordre de 25%. L'exercice en groupe semble donc se développer davantage que l'exercice purement individuel.



(Fig.7, Proportions en % entre MK libéraux, salariés et sociétés de 2018 à 2024)

## V. LES RADIATIONS

Fin 2024, on dénombrait 291 MK radiés contre 289 fin 2023, soit -5,21% en 5 années (Fig.8), même s'il y eut une « anomalie comptable » en 2021 et dans le détail 0,98% de 2020 à 2022, -6,77% de 2022 à 2023 & 0,69% de 2023 à 2024. Le taux de radiation est donc plutôt stable. Les cessations d'activité pour départ à la retraite ou réorientation professionnelle ne semblent pas impacter significativement notre profession régionalement, contrairement à d'autres professions de santé. Attention toutefois, notre étude ne permet de distinguer la part des radiations temporaires (qui seront donc suivies d'une nouvelle inscription) de celle des radiations définitives.

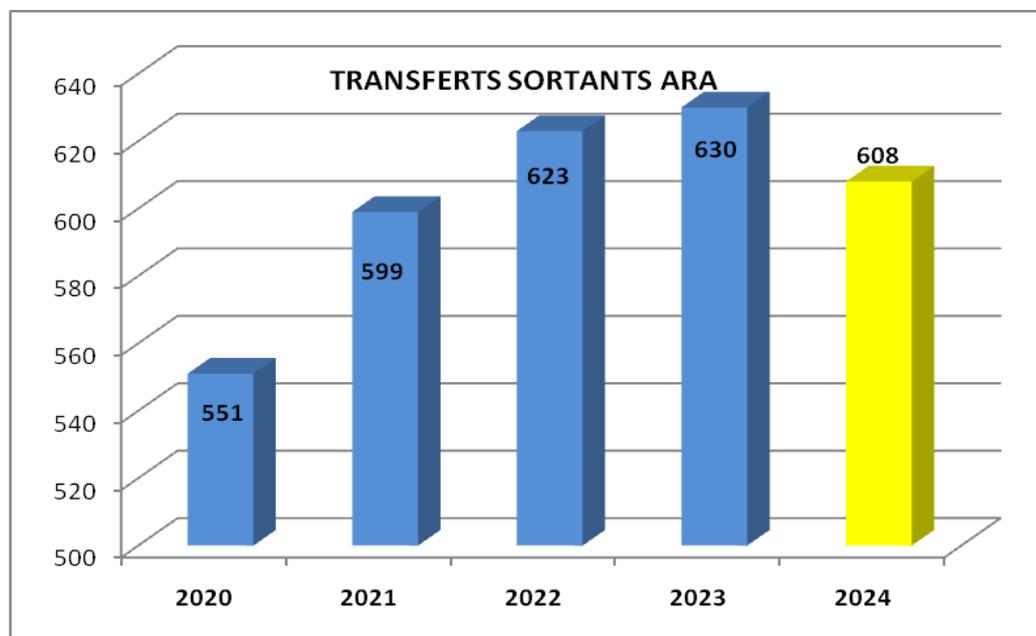


(Fig.8 Nombre de radiations de 2020 à 2024 en région Auvergne Rhône-Alpes)

L'analyse de l'évolution des radiations par département semble indiquer des disparités, particulièrement entre les départements de l'Arc alpin et les autres départements de la région (Cf. annexe1).

## VI. MOBILITE, TRANSFERTS DES MK :

### a. Transferts sortants :

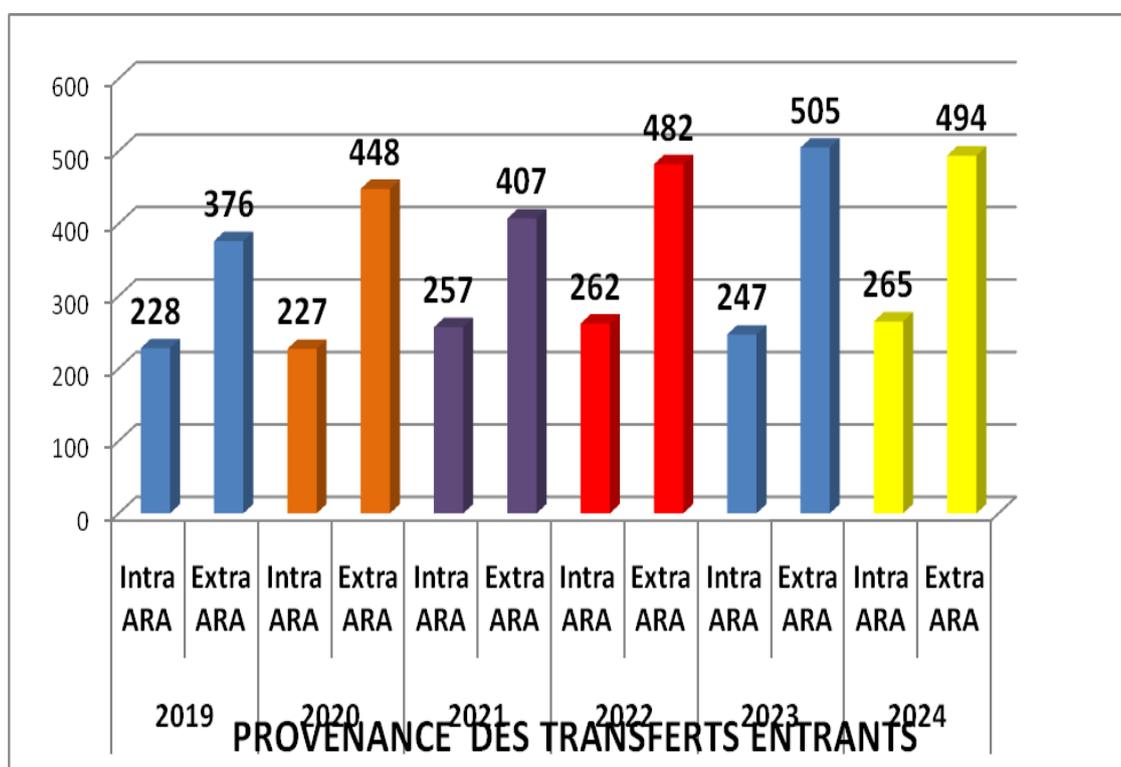


(Fig.9 , transferts sortant en ARA)

Contrairement aux années précédentes, le nombre de transferts sortants a chuté en 2024 : -3,49% entre 2023 et 2024 alors que la progression était de +1,12% entre 2022 et 2023, ce qui était déjà un net ralentissement, contre 4,00% entre 2021 et 2022, et même 8,71% entre 2020 et 2021 (fig.9). L'évolution des transferts sortants par département est hétérogène. Si nous nous interrogeons sur l'impact effectif du zonage, la faiblesse des chiffres d'une année sur l'autre sur une période de cinq ans nous incite toutefois à une analyse prudente (cf. annexe 2).

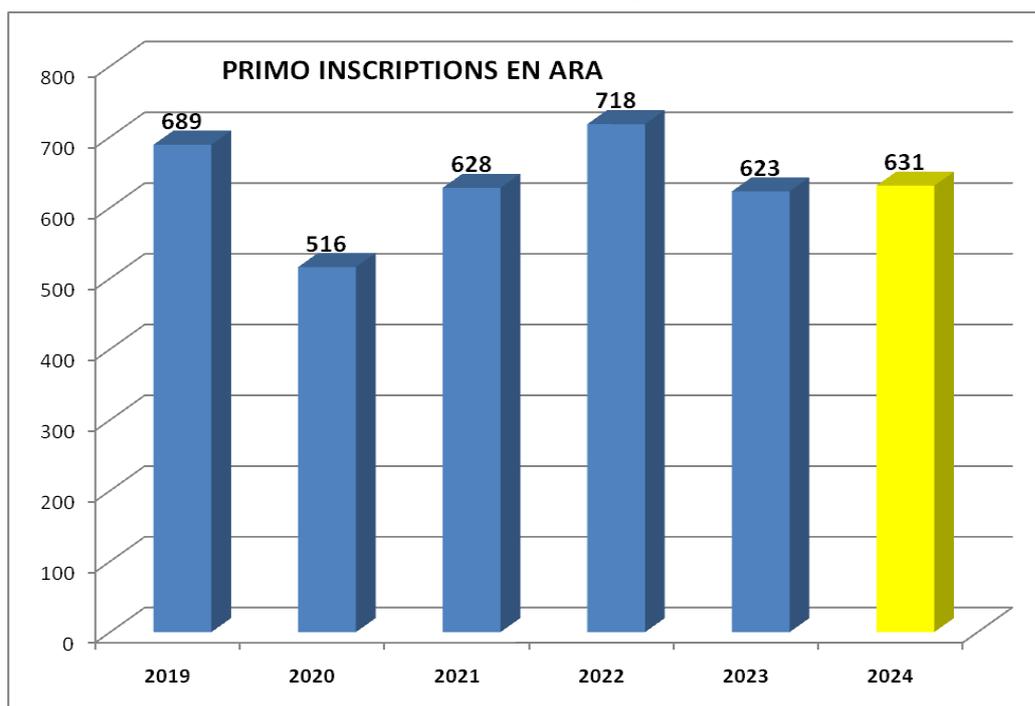
## b. Transferts entrants :

En 2024, les transferts entrants ExtraARA ont baissé de 2,2% alors que les transferts entrants IntraARA ont augmenté de 7,3%. En 6 ans, la progression des transferts entrants Extra ARA est de 31,4% et celle des transferts IntraARA est de 16,2%. Au-delà des variations annuelles plus ou moins sensibles et des nuances entre départements (*cf. annexe3*), ces chiffres témoignent de l'attractivité de la région dans sa globalité (*fig.10*).



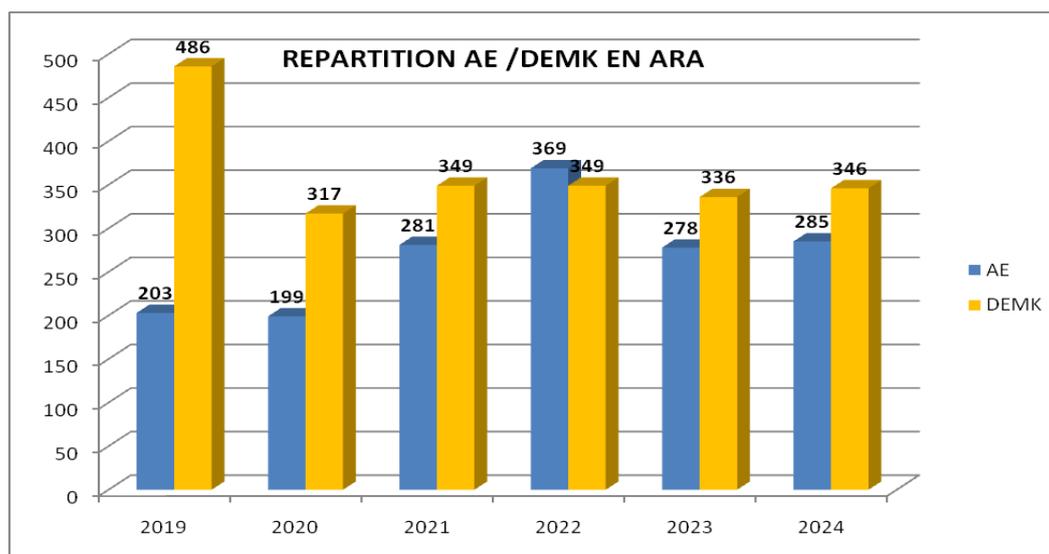
(Fig.10 provenance des transferts entrants)

## VII. LES PRIMO-INSCRIPTIONS :



(Fig.11, primo-inscriptions en ARA)

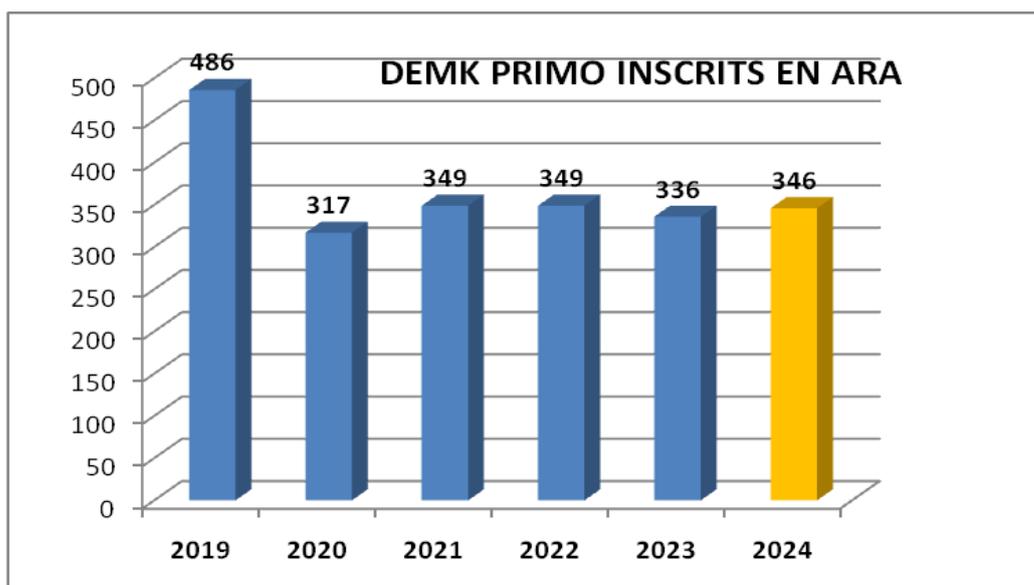
Au niveau régional, le nombre de primo-inscriptions est reparti à la hausse en 2024 (+1,3%) après la baisse notable (-13,2%) en 2023. Celle-ci était principalement due à la baisse du nombre de primo-inscriptions avec autorisations d'exercice (AE), (-24,7%), (Fig.11 et 12)). En 2024, les primo-inscriptions avec DEMK ont augmenté de 3,0% et les primo-inscriptions avec AE de 2,5%. Ceci semble indiquer toutefois que la région ARA devienne moins attirante qu'auparavant pour les primo-inscriptions avec AE.



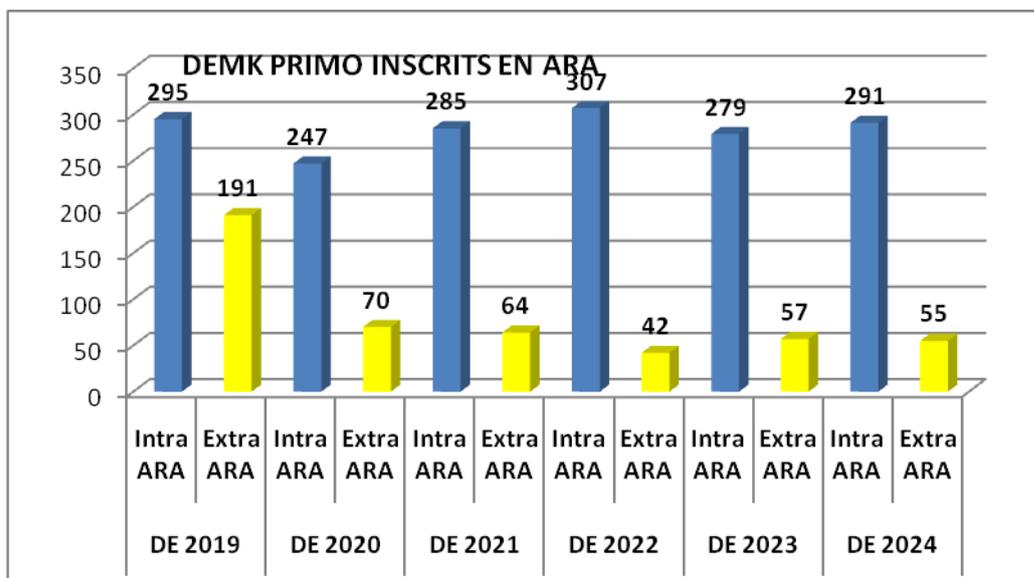
(Fig.12, primo-inscriptions avec DEMK ou AE en ARA)

## a. LES DIPLOMES D'ETAT (DEMK)

Si en 2019, la réforme de la formation initiale des MK de 2015 s'est traduite par une augmentation importante des primo-inscriptions avec DEMK, depuis les variations annuelles sont plus faibles, du fait de la réglementation du nombre d'inscriptions dans les instituts de formation. (Fig.13). Si en 2024, le nombre de primo-inscrits avec DE intra ARA a augmenté de 12 points, le nombre de primo-inscrits avec DE extra ARA a baissé de 2 points (Fig.14).

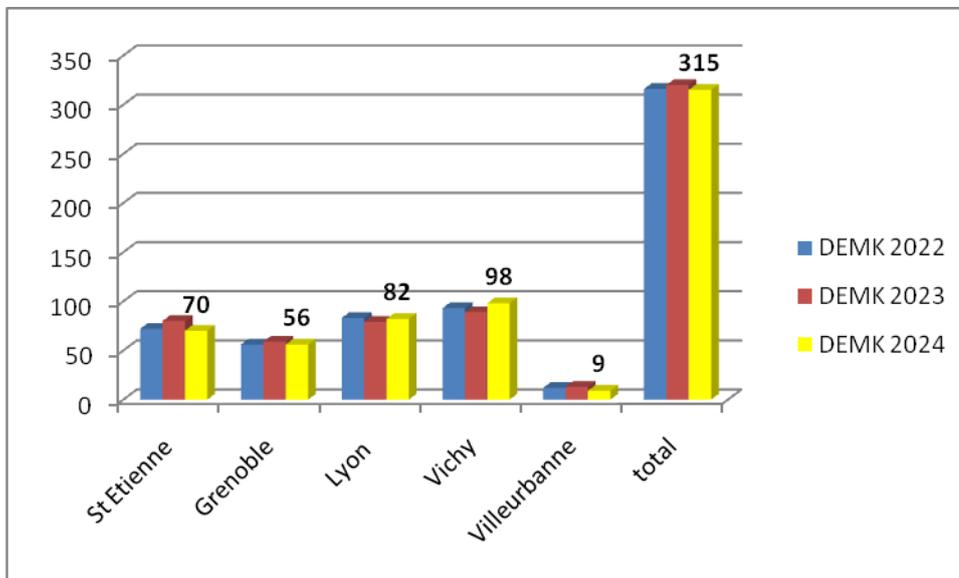


(Fig.13 primo-inscriptions avec DEMK en ARA)



(Fig.14 primo-inscriptions avec DE intra et extra ARA)

L'analyse des primo inscriptions par département est en *annexe 4*



(Fig.15, DEMK par institut de formation de la région ARA)

#### L'offre de formation :

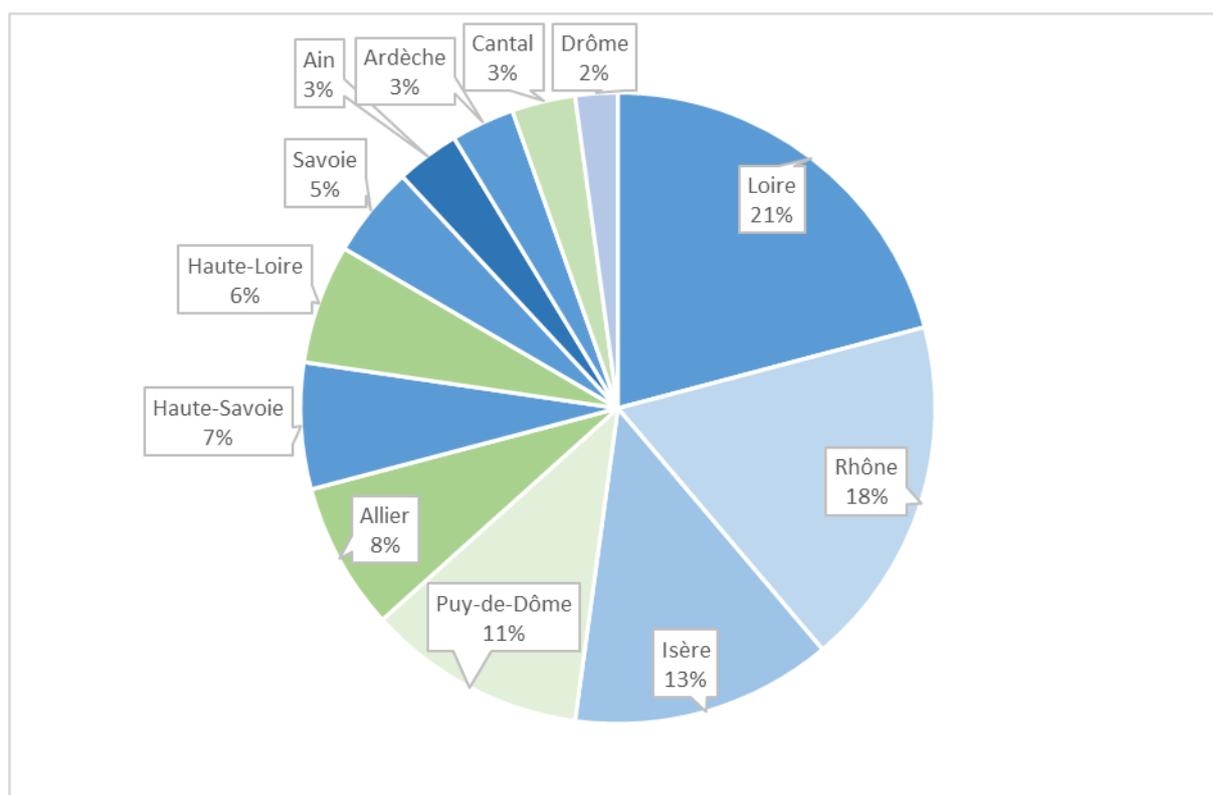
L'académie de Grenoble recouvre 5 départements (07, 26, 38, 73, 74) et représente 3 493 910 habitants au 01/01/2025 d'après l'INSEE. Son seul IFMK a délivré 56 nouveaux DEMK en 2024. L'académie de Lyon recouvre 3 départements (01, 42, 69) et représente 3 397 814 habitants. Ses trois IFMK ont délivré 161 nouveaux DEMK en 2024. L'académie de Clermont-Ferrand recouvre 4 départements (03, 15, 43, 63) et représente 1 368 372 habitants. Son seul IFMK a délivré 98 DEMK en 2024 (Fig.15).

		Vichy	Lyon	DV	St Etienne	Grenoble	Total	Origine des DE 2024 en AURA(%)
Ain	01		5		4		9	2,9%
Allier	03	21					21	6,7%
Ardèche	07	2		1	5	2	10	3,2%
Ariège	09		1				1	0,3%
Aveyron	12	2					2	0,6%
Cantal	15	8	1				9	2,9%
Corrèze	19	1					1	0,3%
Hte Corse	2B		1				1	0,3%
Doubs	25	1					1	0,3%
Drôme	26		1		1	4	6	1,9%
Herault	34			1			1	0,3%
Ille et Vilaine	35		1				1	0,3%
Isère	38		16	1	3	18	38	12,1%
Loire	42	13			45		58	18,4%
Haute-Loire	43	10			6	1	17	5,4%
Loiret	45					1	1	0,3%
Lozère	48	3	1		2		6	1,9%
Nièvre	58	3					3	1,0%
Pas de Calais	62		1				1	0,3%
Puy-de-Dôme	63	31					31	9,8%
Haut Rhin	68			1			1	0,3%
Rhône	69	2	45	1	3		51	16,2%
Saône et Loire	71		1				1	0,3%
Savoie	73			1		13	14	4,4%
Hte Savoie	74		4			14	18	5,7%
Var	83	1	1	1		1	4	1,3%
Vaucluse	84		1		1		2	0,6%
Vosges	88		1			1	2	0,6%
Nouvelle Calédonie						1	1	0,3%
Etranger			1	2			3	1,0%

(Fig.16 : Départements d'obtention du Bac par les DEMK et par institut de formation de la région ARA)

Les liens entre l'académie d'obtention du baccalauréat et l'inscription dans un Institut de Formation en Masso-Kinésithérapie (IFMK) de la même académie ne sont pas aussi forts qu'attendu (Fig.16). Les chiffres du département de la Loire illustrent bien cette observation : 77,6 % des néo-diplômés ayant obtenu leur baccalauréat dans le département de la Loire se sont formés à l'IFMK de Saint-Étienne (22,4% se sont formé dans l'IFMK de l'académie de Clermont-Ferrand, l'IFMK de Vichy) .

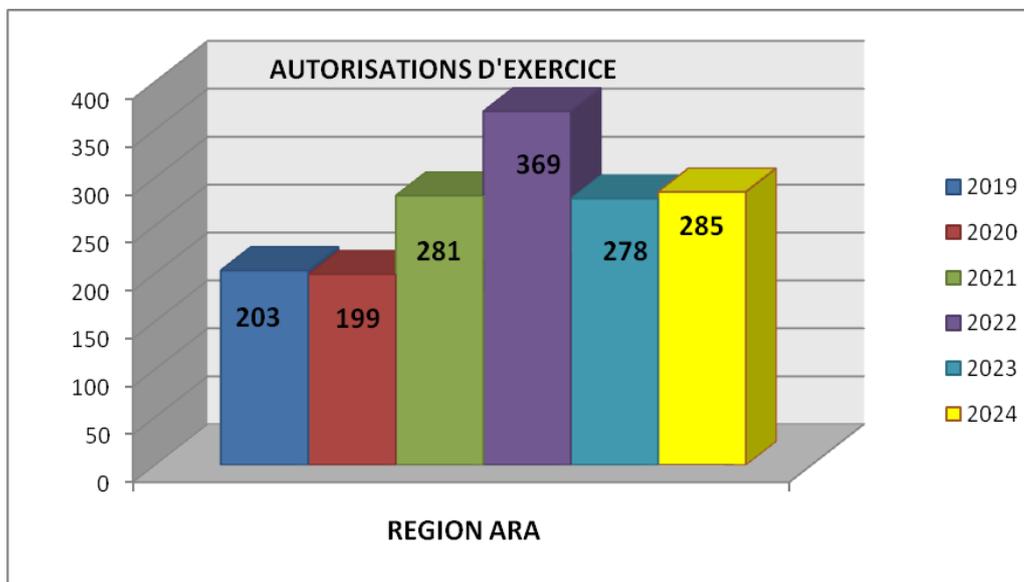
Plus de la moitié des néo-diplômés ayant obtenu leur baccalauréat dans le département de l'Isère (académie de Grenoble) ont été diplômés par un IFMK de l'académie de Lyon. Il est à noter que dans la Drôme, faisant partie de l'académie de Grenoble, 66,7 % des néo-diplômés ont été diplômés de l'IFMK de l'académie; pour le département de l'Ardèche, ce chiffre tombe à 20,0 %. Bien qu'un certain lien puisse exister entre l'académie d'origine et l'IFMK fréquenté, d'autres facteurs influencent le choix de l'établissement de formation. Les différentes modalités de sélection (PASS, LAS, article 25) pourraient notamment constituer des pistes de réflexion intéressantes pour mieux comprendre l'orientation des étudiants vers les IFMK.



(Fig.17) MKDE diplômés en 2024 en AURA et qui ont passé leur Bac dans la Région AURA

Sur la figure 17, on observe que les départements les plus représentés sont ceux de la Loire, du Rhône et de l'Isère. À l'inverse, la Drôme, le Cantal et l'Ardèche sont les moins représentés. L'académie de Lyon est la plus représentée avec 42%, suivie de l'académie de Grenoble (30%) puis de l'académie de Clermont-Ferrand (28%).

## b. LES AUTORISATIONS D'EXERCICE (AE)

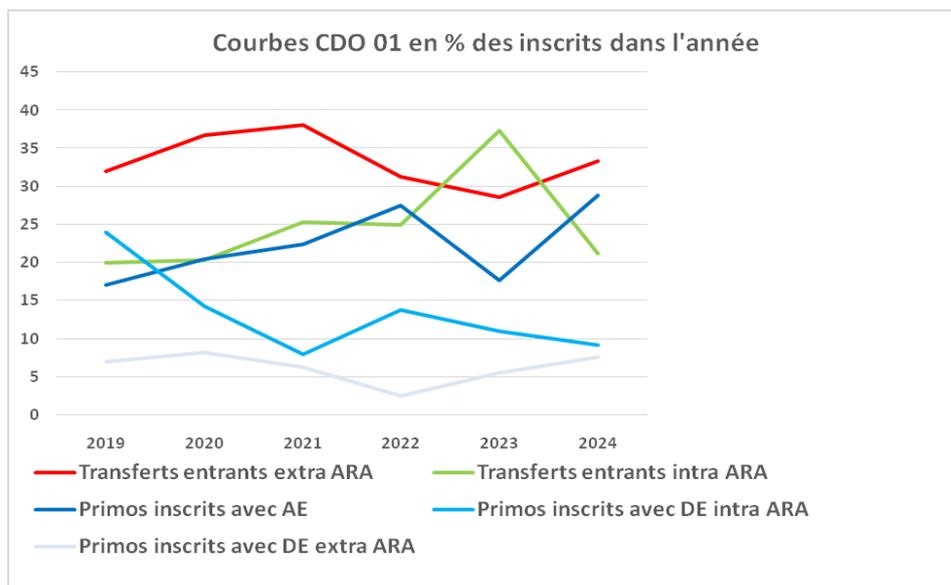


(Fig.18, primo-inscriptions avec AE en ARA)

Si nous avons constaté en 2023 l'interruption nette d'une progression, 2024 marque une relance qui demandera confirmation par la suite (fig.18). Et mis à part en 2022, où il y a eu plus d'autorisations d'exercice que de DE, le ratio AE/DEMK aurait tendance à s'équilibrer. L'analyse par département semble indiquer que certains territoires considérés comme sous-denses attirent plus facilement des professionnels primo inscrits avec une AE, (cf. annexe 5).

## VIII. RECAPITULATIF DES FLUX PAR DEPARTEMENT

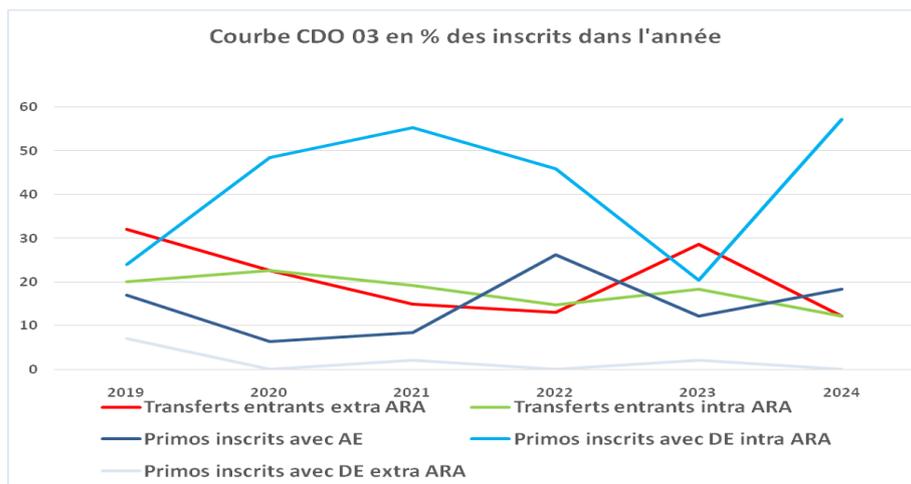
### A. L'AIN



- A la hausse : les transferts entrants Extra ARA et les primo-inscrits avec AE et avec DE extra ARA

- A la baisse : les transferts entrants intra ARA, les primo-inscrits avec DE intra ARA, les primo-inscrits avec AE

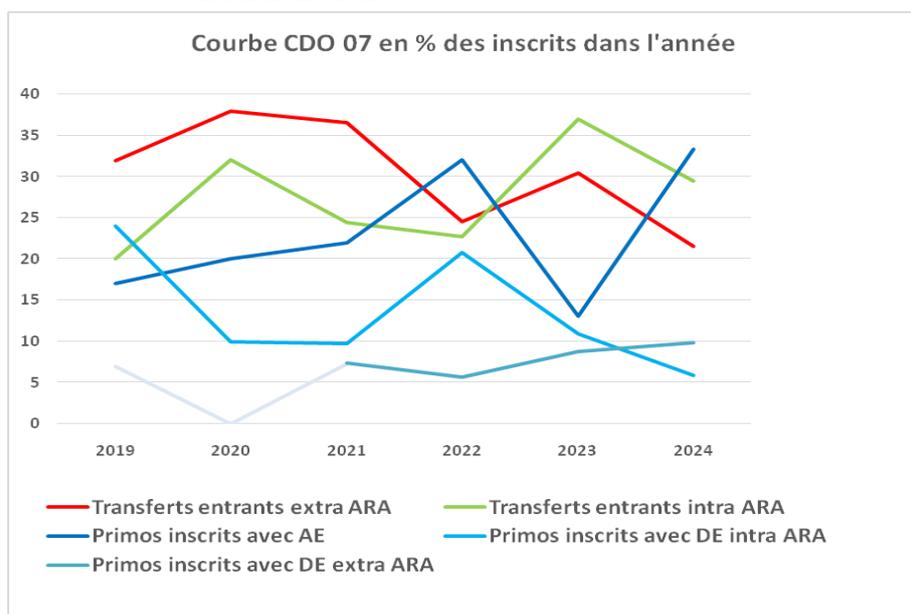
## B. L'ALLIER



- A la hausse : les primo inscrites avec DE intra ARA et avec AE

- A la baisse : les transferts extra ARA et intra ARA, les primo inscrits avec DE extra ARA

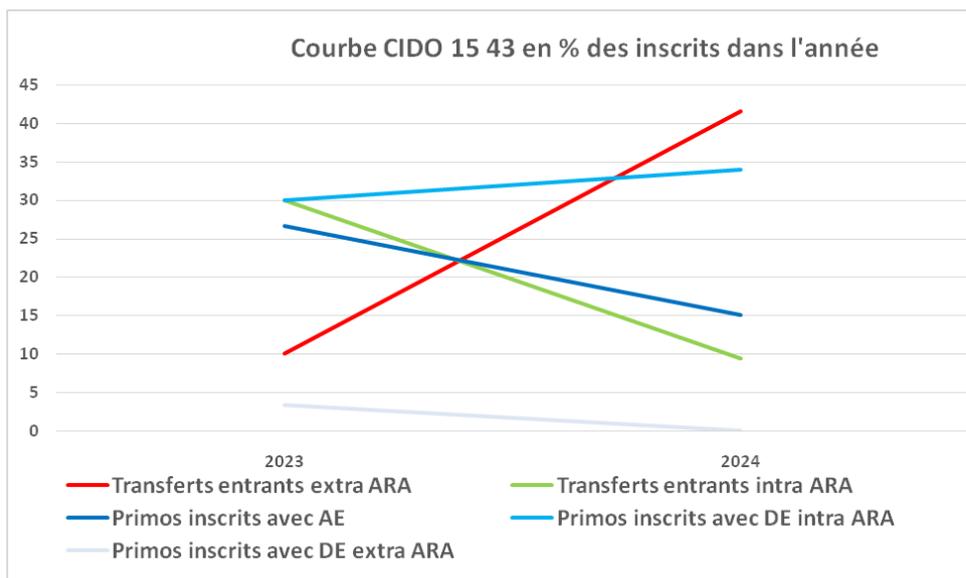
## C. L'ARDECHE



- A la hausse : les primo-inscrites avec AE, les primo inscrits avec DE extra ARA

- A la baisse : les transferts extra et intra ARA, les primo-inscrites avec DE intra ARA

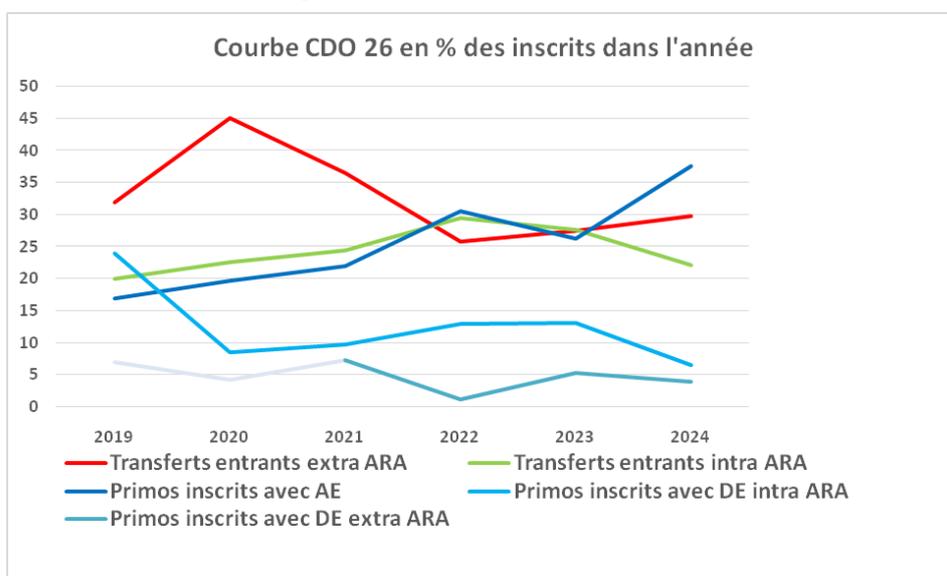
## D. LE CIDOMK 15-43



- A la hausse : les transferts entrants extra ARA les primo inscrits avec DE intra ARA

- A la baisse : les transferts entrants intra ARA, les primo inscrits avec AE et avec DE extra ARA

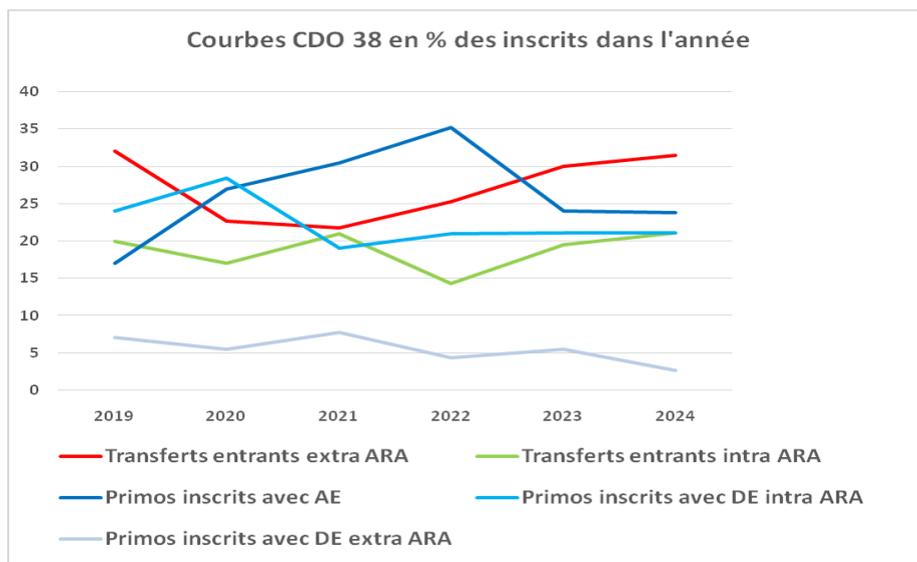
## E. LA DROME



- A la hausse les transferts extra ARA, les primo-inscrits avec AE

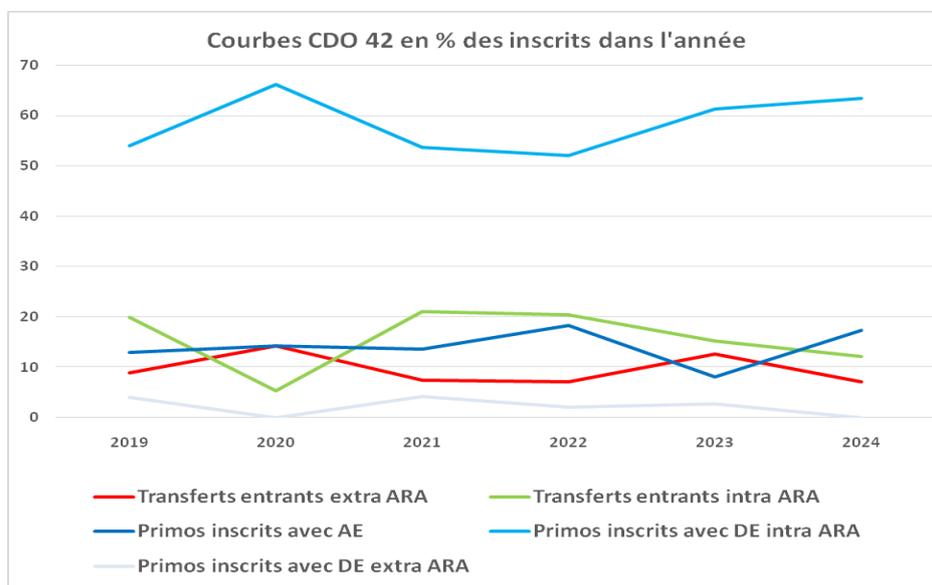
- A la baisse : les transferts entrants intra ARA et les primo-inscrits avec DE intra et extra ARA

## F. L'ISERE



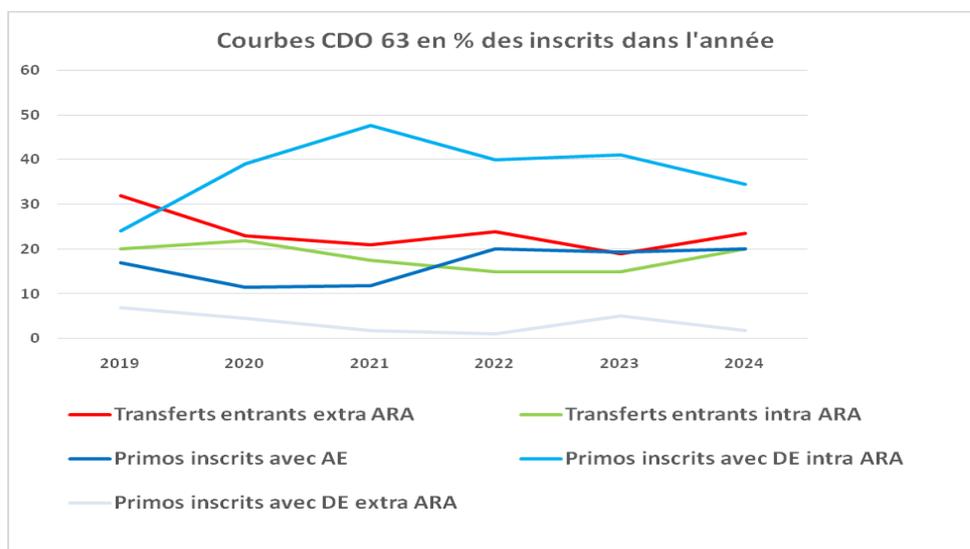
- A la hausse : les transferts entrants extra et intra ARA,
- A la baisse : les primo-inscrits avec DE extra ARA
- Stabilité des primo-inscriptions avec AE et des primo inscrits avec DE intra ARA

## G. LA LOIRE



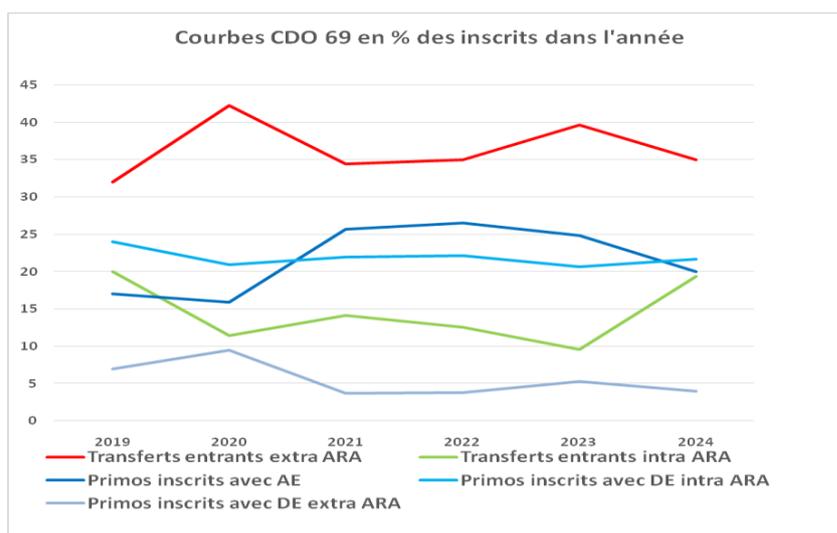
- A la hausse : les primo-inscrits avec DE intra ARA qui assurent l'essentiel du nombre d'inscriptions, les primo inscrits avec AE
- A la baisse : les transferts entrants intra et extra ARA, les primo-inscriptions avec DE extra ARA

## H. LE PUY DE DOME



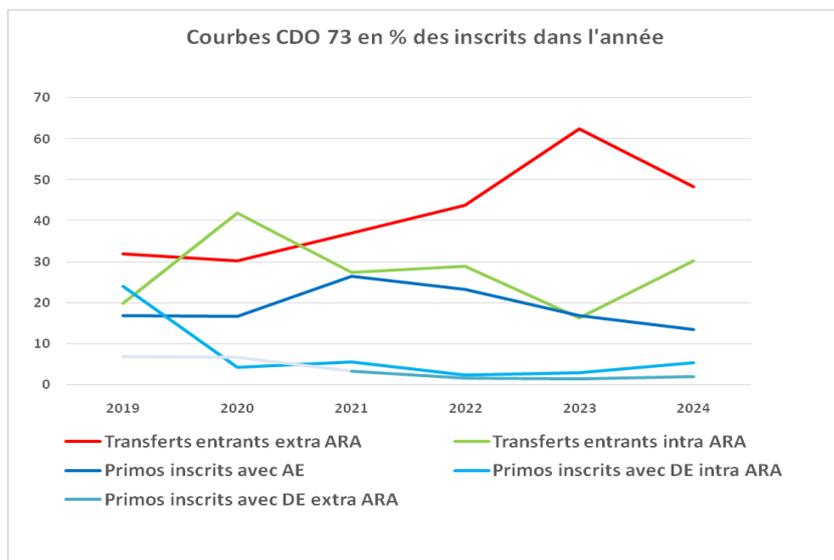
- A la hausse : les transferts entrants extra ARA
- A la baisse : les primo inscrits avec DE intra et extra ARA
- stabilité des primo-inscriptions avec AE

## I. LE RHONE



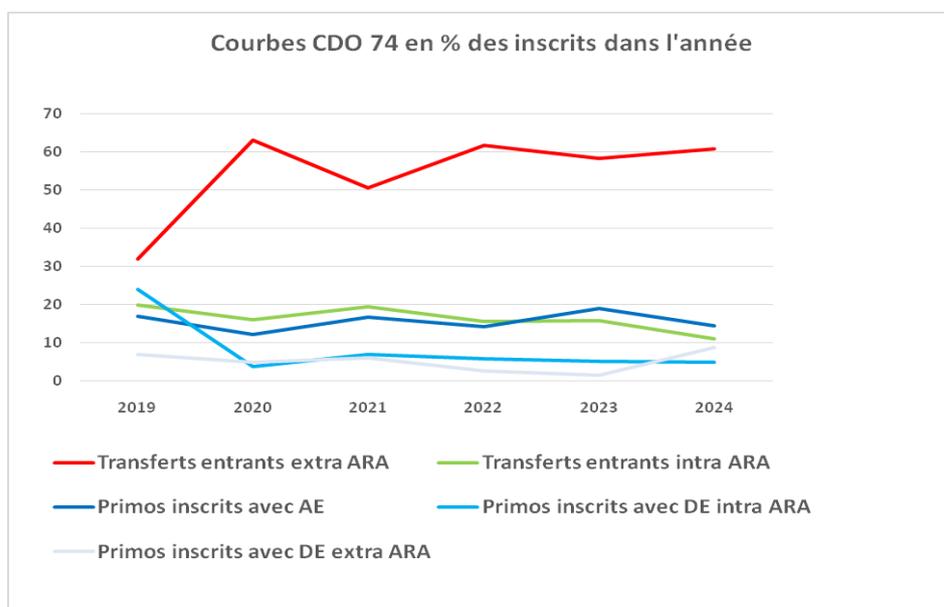
- A la hausse : les transferts intra ARA, les primo inscrits avec DE intra ARA.
- à la baisse, les autres facteurs

## J. LA SAVOIE



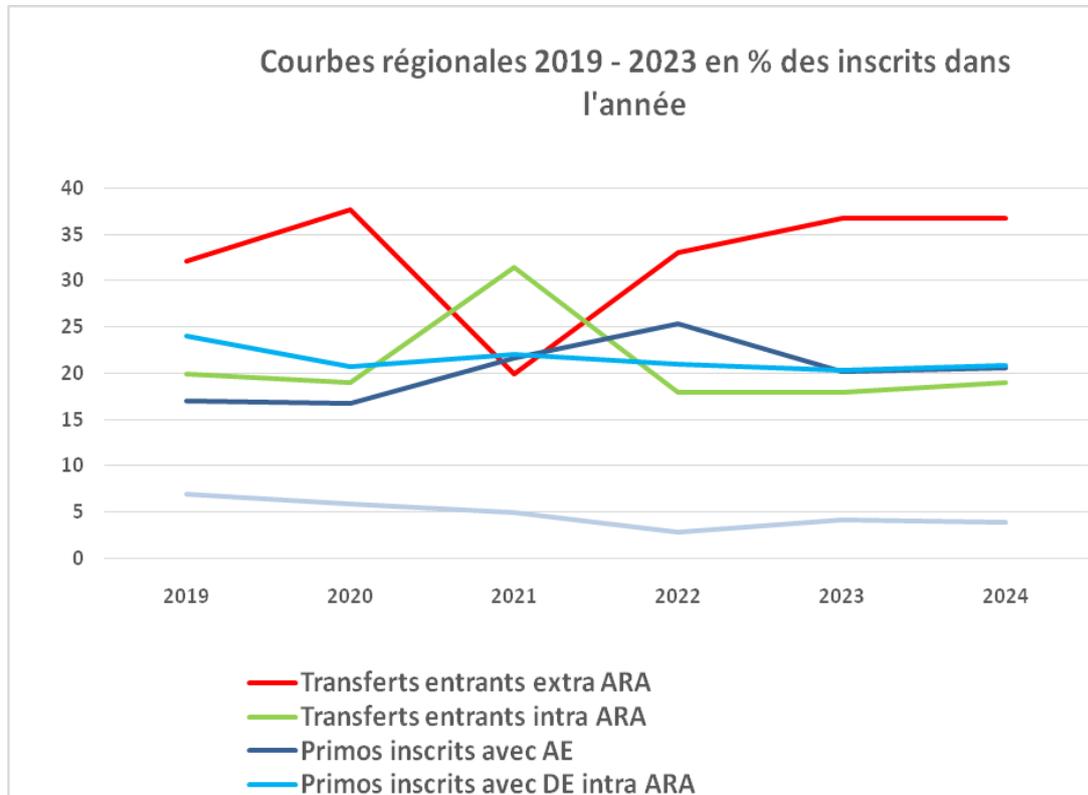
- A la hausse : les transferts entrants intra ARA, les primo inscrits avec DE intra ARA
- A la baisse : les transferts entrants extra ARA, les primo-inscriptions avec AE,
- stabilité des primo-inscriptions avec DE extra ARA.

## K. LA HAUTE SAVOIE



- A la hausse, les transferts entrants extra ARA, les primo inscrits avec DE extra ARA
- A la baisse les autres facteurs

## IX. RECAPITULATIF DES FLUX POUR LA REGION ARA



Contrairement aux années précédentes les courbes des flux d'inscription au niveau régional montrent une relative stabilité en 2024. Ceci traduit un effet de lissage des variations particulières que l'on peut retrouver dans chaque département.

## X. ANNEXE 1 : ANALYSE DES RADIATIONS PAR DÉPARTEMENT :

### XI.

La présence de fortes variations sur les plus petites cohortes en 2022, que l'on pouvait imaginer un temps comme principe, ne se retrouve pas, ni en 2023, ni en 2024. Ainsi, les plus fortes variations départementales par rapport à la région concernent le Rhône (24,1%, après 25,5% en 2022 et 20,4% en 2023), la Haute-Savoie (19,2%, après 19,4% en 2022 et 25,95% en 2023) et l'Isère (13,7%, après 18,1% en 2022 et 13,84% en 2023), nettement devant la Savoie (8,6%, 8,1% en 2022 et 10,03% en 2023), soit 65,6% pour 4 départements (63% en 2022 et 70,29% en 2023).

Si on observe le nombre de radiations par rapport aux inscrits par départements, on a en tête l'Ain avec 3,05% (2,52% en 2022 et 3,35% en 2023 en 2<sup>ème</sup> position), puis 2/ le Cantal associé à la Haute-Loire avec 2,1% (1,82 en 2023 en 6<sup>ème</sup>), 3/ l'Allier avec 2,09% (1,32% en 2022 et 2,94% en 2023 en 3<sup>ème</sup>), 4/ la Savoie avec 2,08% (2,27% en 2023 et 2,5% en 2024 en 4<sup>ème</sup>), 5/ le Rhône avec 1,98% (2,36% en 2022 et 1,66% en 2023 en 7<sup>ème</sup>), 6/ la Loire avec 1,96% (1,75% en 2022 et 0,52% en 2023 en 11<sup>ème</sup>), 7/ l'Isère avec 1,56% (2,34% en 2022 et 1,58% en 2023 en 8<sup>ème</sup>), 8/ la Drôme avec 1,54% (1,12% en 2022 et 2,04% en 2024 en 5<sup>ème</sup>), 9/ la Haute-Savoie avec 1,42% (3,54% en 2022 et 4,25% en 2023 en 1er), 10/ l'Ardèche avec 1,41% (2,63% en 2022 et 1,23% en 2023 en 9<sup>ème</sup>) et enfin 11/ le Puy-de-Dôme avec 1,16% (1,71% en 2022 et 0,93% en 2023 en 10<sup>ème</sup>), la moyenne régionale étant de 2,01%, soit - 0,01% par rapport à l'année précédente.

Ce sont les 3 départements de l'arc alpin ajoutés au Rhône qui restent les départements où il ya le plus de radiations, soit 55,33%, auxquels il est légitime d'y ajoindre les 2 départements enserrant à l'ouest et à l'est le Rhône, soit l'Ain et la Loire (Fig.9), soit 70,45% de l'ensemble de la région. Ce qui fait 29,55% de l'ensemble des radiations de la région pour la moitié restante.

	2020	2021	2022	2023	2024
01	19	16	16	23	21
03	6	11	6	14	10
07	5	7	12	6	7
CIDO 15 43	9	10	9	9	12
26	11	23	9	17	13
38	52	65	56	40	40
42	9	32	19	6	23
63	16	11	19	11	14
69	78	281	79	59	70
73	64	25	25	29	25
74	38	67	60	75	56

(Fig.19 radiations en nombre de MK par départements de 2020 à 2024)

## XII. ANNEXE 2 : ANALYSE DES TRANSFERTS SORTANTS PAR DEPARTEMENT :

Les évolutions au sein des départements sont assez disparates, avec notamment les constats suivants de 2020 à 2024 :

- globalement en augmentation ;
  - o de manière régulière ; **l'ensemble Cantal/Haute-Loire** avec **+46,08%** (17 à 25), +5,88% de 2020 à 2021, +22,22% de 2021 à 2022, stable de 2022 à 2023 & 13,64% de 2023 à 2024
  - o avec des fluctuations ; **l'Allier** avec **+43,75%** (16 à 23), +237,5% de 2020 à 2021, +59,09% de 2021 à 2022, -17,14% de 2022 à 2023 & -20,69% de 2023 à 2024, **la Drôme** avec **+48,39%** (31 à 46), -3,23% de 2020 à 2021, -6,67% de 2021 à 2022, +32,14% de 2022 à 2023 & +24,32% de 2023 à 2024, **la Savoie** avec **+26,92%** (52 à 66), +13,46% de 2020 à 2021, -16,95% de 2021 à 2022, +36,76% de 2022 à 2023 & -1,49% de 2023 à 2024, **la Loire** avec **+24,32%** (37 à 46), -16,22% de 2020 à 2021, -3,23% de 2021 à 2022, +36,37% de 2022 à 2023 & +11,11% de 2023 à 2024, **le Puy-de-Dôme** (stabilisation de 2020 à 2023) avec **+24,32%** (37 à 46), -5,41% de 2020 à 2021, -5,71% de 2021 à 2022, +12,12% de 2022 à 2023 & +24,32% de 2023 à 2024 & **la Haute-Savoie** avec **+3,13%** (64 à 66), +20,31% de 2020 à 2021, -9,09% de 2021 à 2022, +11,43% de 2022 à 2023 & -15,38% de 2023 à 2024
- stabilisation en moyenne ; **l'Ain** (diminution de 2020 à 2023) avec **+3,23%** (31 à 32), +25,81% de 2020 à 2021, -10,26% de 2021 à 2022, -20% de 2022 à 2023 & +14,29% de 2023 à 2024, **l'Isère** (diminution de 2020 à 2023) avec **-1,14%** (88 à 87), +3,41% de 2020 à 2021, +32,97% de 2021 à 2022, -28,93% de 2022 à 2023 & +1,16% de 2023 à 2024 & **le Rhône** (évolution positive de 2020 à 2023) avec **+1,69%** (153 à 150), +9,15% de 2020 à 2021, +10,18% de 2021 à 2022, stable de 2022 à 2023 & -18,48% de 2023 à 2024
- diminution ; **l'Ardèche** (évolution positive de 2020 à 2023) avec **-16%** (25 à 21), +20% de 2020 à 2021, -6,66% de 2021 à 2022, +31,25% de 2022 à 2023 & stable de 2023 à 2024

Il semble compliqué de tirer des enseignements dans la majorité des départements, tant les chiffres sont souvent bas et de fait peu significatifs, d'autant que nous ignorons où se dirigent les kinésithérapeutes cessant leur activité. Les chiffres étant sensiblement plus élevés, il peut être intéressant de réaliser un focus sur les 3 départements de l'arc alpin et du Rhône, qui sont également les plus peuplés.

L'évolution constatée est de **367 à 364 de 2020 à 2024, soit -0,82%**, + 7,36% (367 à 394) de 2020 et 2021, +7,61% (394 à 424) de 2021 à 2022, -2,12% (424 à 415) de 2022 à 2023 & -12,29% (415 à 364) de 2023 à 2024, ainsi que **65,42% de la région en 2020**, 65,78% (+0,56%) en 2021, 68,06% (+3,47%) en 2022, 65,87% (-3,22%) en 2023 & **60,36%** (-3,81%) **en 2024**.

2 des 4 instituts de formation étant dans le Rhône et l'Isère, il est possible de faire un lien avec le fait que ces deux départements comptent pour au moins 65% des transferts sortants de l'ensemble des 4 départements et environ 42% de l'ensemble de la région, sauf en 2024 où le chiffre est de 60% pour les 4 départements et 39% par rapport à la région.

***Il est probable qu'un nombre non négligeable de nouveaux diplômés partent s'installer dans un département non pourvu d'un institut de formation.***

Il faut aussi se poser des questions relatives à la démographie professionnelle et en particulier quant au conventionnement sélectif, les 4 départements déjà cités étant très impactés par le zonage restrictif, et ce encore plus avec celui basé sur l'APL 2022. L'année 2022, soit avant la signature conventionnelle en deux temps, voit le pic de transferts sortants pour les départements déjà cités, alors que 2024 voit une chute des transferts sortants conséquente se produire (-7,7%) en 2 ans, alors que la fin 2024 correspond à la validation du zonage actuel.

***Il est possible que ces 4 départements fortement impactés par le zonage sélectif aient pu être l'objet d'anticipations du futur zonage, d'où un franc ralentissement.***

Les chiffres de 2025, soit en année pleine du zonage, permettront sûrement de valider ou non cette hypothèse.

### XIII. ANNEXE 3 : ANALYSE DES TRANSFERTS ENTRANTS PAR DEPARTEMENT :

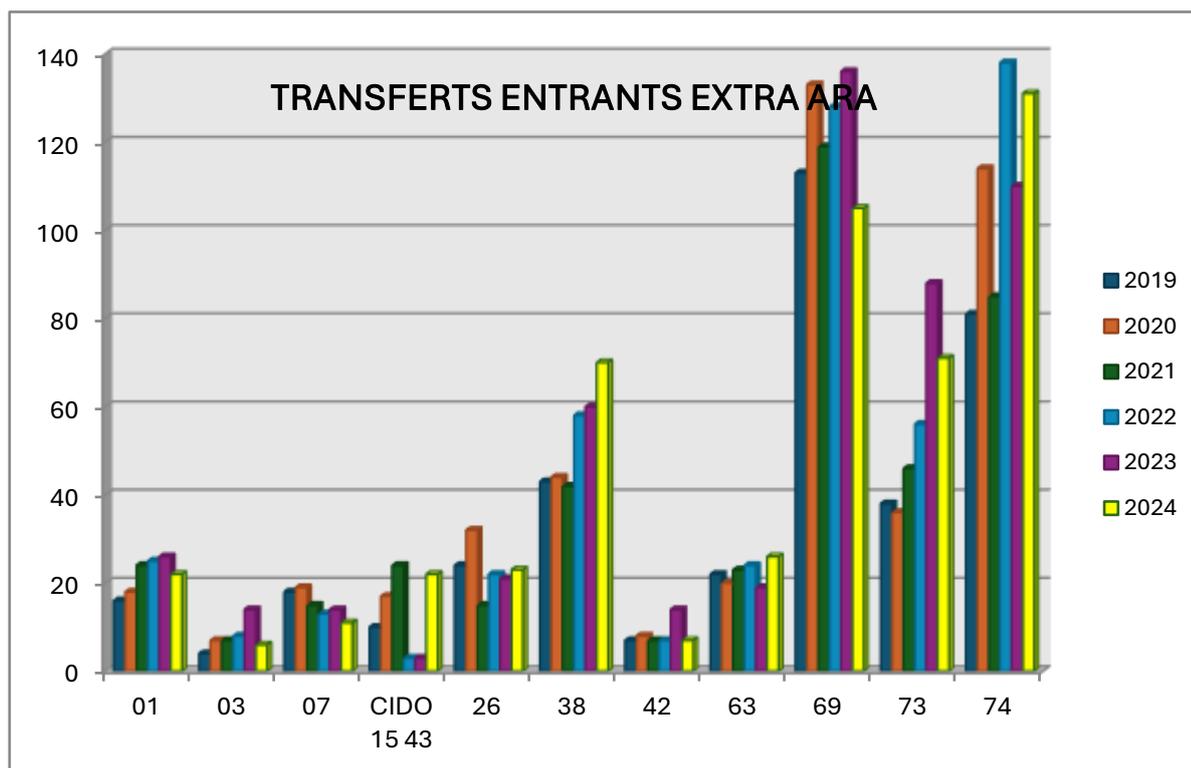
Les transferts extra ARA rapportés à l'ensemble des transferts entrants suivent l'évolution suivante : 62,25% (376/604) en 2019, 66,37% (448/675) en 2020, 61,3% (407/664) en 2021, 64,78% (782/744) en 2022, 67,15% (505/752) en 2023 & 65,09% (494/759) en 2024, soit aussi les évolutions des transferts entrants extra ARA de **31,38% de 2019 à 2024**, +19,15% de 2019 à 2020, -9,15% de 2020 à 2021, +18,43% de 2021 à 2022, +4,77% de 2022 à 2023 & **-1,78% de 2023 à 2024**. On retrouve les tendances notées pour les transferts sortants, soit un pic de progression en 2022 et une diminution nette en 2024. Il est alors opportun de s'intéresser aux chiffres par département, avec les constats suivants de 2019 à 2024 :

- progression tant en intra ARA qu'en extra ARA pour ; **l'Isère avec +51,61%** de 2019 à 2024 (31 à 47) et **+62,79%** (43 à 70) en extra ARA, **le Puy-de-Dôme avec +37,5%** de 2019 à 2024 (16 à 22) et **+18,18%** (22 à 26) en extra ARA & **la Savoie avec +104,55%** de 2019 à 2024 (22 à 45) et **+86,84%** (38 à 71) en extra ARA
- progression en intra ARA et diminution en extra ARA POUR ; **l'Ardèche avec +50%** de 2019 à 2024 (10 à 15) et **-38,89% (18 à 11)** en extra ARA, **la Drôme avec +41,67%** de 2019 à 2024 (12 à 17) et **-4,17%** (24 à 23) en extra ARA & **le Rhône avec +9,43%** de 2019 à 2024 (53 à 58) et **-7,08%** (113 à 105) en extra ARA
- diminution en intra ARA et progression en extra ARA pour ; **l'Ain avec -6,67%** de 2019 à 2024 (15 à 14) et **+37,5%** (16 à 22) en extra ARA, **l'Allier avec -6,67%** de 2019 à 2024 (15 à 14) et **+37,5%** (16 à 22) en extra ARA, **l'ensemble Cantal/Haute-Loire avec -66,67%** de 2019 à 2024 (15 à 5) et **+120%** (10 à 22) en extra ARA & **la Haute-Savoie avec -29,41%** de 2019 à 2024 (34 à 24) et **+61,73%** (81 à 131) en extra ARA
- diminution en intra ARA et stable en extra ARA pour ; **la Loire avec -25%** de 2019 à 2024 (16 à 12) et **7%** en extra ARA

Si on va plus dans le détail, et en s'intéressant encore aux départements de l'arc alpin, auxquels on ajoute le Rhône, on obtient les résultats suivants concernant les rapports entre intra ARA et extra ARA, totaux :

- en 2019, **140/275 MK** (61,4%-73,14% de l'ensemble de la région) et un total de **415 MK (58,95% de la région)**
- en 2020, **148/327** (65,2%-72,99%) et un total de **475 (70,37%)**, soit une évolution de +5,71% pour les intra ARA, +18,91% pour les extra ARA et +9,93% pour le total
- en 2021, **158/292** (61,48%-71,74%) et un total de **450 (67,77%)**, soit une évolution de +6,76%, -10,7% et -5,26% pour le total

- en 2022, **151/370** (57,63%-76,76%) et un total de **521 (69,47%)**, soit une évolution de 4,43%, +26,71% et +15,78% pour le total
- en 2023, **125/394** (50,61%-78,02%) et un total de **519 (69,02%)**, soit une évolution de 17,22%, +6,49% et -0,38% pour le total
- en 2024, **174/377** (65,66%-76,32%) et un total de **551 (72,6%)**, soit une évolution de +39,2%, -4,31% et +6,17% pour le total, mais aussi +24,29%, +37,09% et +32,77% pour le total entre 2019 et 2025



(Fig.20, transferts entrants des MK extra ARA de 2019 à 2024)

Malgré un phénomène de léger creux en 2021, la part des transferts entrants dans ces 4 départements confirme la réelle attractivité de notre région, avec cette prédominance pour l'arc alpin et le département rhodanien. Cette dimension positive est d'autant plus remarquable avec les transferts extra ARA, y compris dans une moindre mesure dans le Puy-de-Dôme, l'Ain et la Drôme (Fig12). **Les 4 départements déjà cités sont aussi très impactés par le zonage et en particulier le conventionnement sélectif et il semble légitime d'imaginer une tendance à venir dans des secteurs attractifs, potentiellement voués à devenir non éligibles à une installation facile dès la validation du zonage par la DG de l'ARS : il y a encore intérêt à vérifier cette tendance lors des chiffres de l'exercice 2025.**

#### **XIV. ANNEXE 4 : ANALYSE DES PRIMO INSCRIPTIONS PAR DEPARTEMENT**

L'année 2019 mise à part (total des primo-inscriptions équivaut presque à la totalité des primo-inscriptions en 2020), l'évolution des primo-inscriptions correspond à une progression de 2020 à 2022 (21,71% de 2020 à 2021 et 14,33% de 2021 à 2022), un fléchissement entre 2022 et 2023 (13,23%) et un léger rebond entre 2023 et 2024 (1,28%), d'où un passage de 516 à 631, soit 22,29% de progression en 4 années. Si on s'intéresse aux départements les plus impactés par les primo-inscriptions, on trouve :

- 1/ le **Rhône** (21,71% du total) et passant de 146 à 137 **(-6,16%)**,
- 2/ l'**Isère** (16,8%) et passant de 117 à 106 **(-9,4%)**,
- 3/ la **Loire** (12,52%) et passant de 45 à 79 **(+75,56%)**,
- 4/ le **Puy-de-Dôme** (9,82%) et passant de 48 à 62 **(+29,17%)**
- 5/ la **Haute-Savoie** (9,67%) et passant de 38 à 61 **(+60,53%)**, soit plus de 70% pour ces 5 départements, 3 d'entre eux s'appuyant sur un institut de formation.

Si le Puy-de-Dôme peut être lié assez étroitement à l'institut de formation présent dans l'Allier, limitrophe, il n'en est pas de même pour la Haute-Savoie. Ce département pourrait être considéré dans la sphère d'influence de l'institut de formation isérois, mais il y a la Savoie entre les deux départements, pour laquelle on constate une baisse de 6,06% en nombre de primo-inscriptions.

En y regardant de plus près, la progression de la Haute-Savoie s'appuie sur des primo-inscriptions avec DE passant de 16 à 30 (+87,5%) en 4 années, mais aussi de primo-inscriptions avec AE passant de 22 à 31 (+40,9%).

***Sans négliger la part des détenteurs de DE, il est légitime de s'intéresser aux inscrits avec AE, d'autant qu'il avait été noté une tendance allant vers de plus en plus d'AE dans les primo-inscriptions les années précédentes.***

## XIV. ANNEXE 5 : ANALYSE DES PRIMO INSCRIPTIONS AVEC AE PAR DEPARTEMENT :

Si on se réfère à la courbe des primo-inscriptions en ARA entre 2020 et 2024, il est intéressant de noter que celle des primo-inscriptions avec AE en est assez proche quant à son allure, ce qui est moins vrai pour celle des primo-inscriptions avec DE, où la montée assez nette vers 2022 et le décrochage de 2023 sont estompés. Et si on se penche sur les courbes des départements, ils sont 8 à présenter des courbes se rapprochant entre primo-inscriptions et primo-inscriptions avec AE, et 5 d'entre eux se référant en 2024 à plus d'AE que de DE (la Drôme avec 440,69% d'AE/DE, l'Ardèche avec 258,01%, la Savoie avec 220,75%, l'Ain avec 209,75% & l'Isère avec 121,41%) :

1/ l'**Ardèche**, avec hausse sur 4 années de 2/3, passant de 10 à 17 AE (+70%) et de 5 à 8 DE (+60%), ce département ayant proposé plus de primo-inscriptions avec AE dès 2019

2/ la **Haute-Savoie**, avec hausse sur 4 années de 9,67%, passant de 22 à 31 AE (+40,91%) et de 16 à 30 DE (+87,5%)

3/ la **Savoie**, avec baisse sur 4 années de -6,06%, inchangé à 20 AE et passant de 13 à 11 DE (-15,38%), les deux départements savoyards ayant proposé plus de primo-inscriptions avec AE dès 2020

4/ l'**Ain**, avec hausse sur 4 années de 42,86%, passant de 10 à 19 AE (+90%) et inchangé à 11 DE ce département ayant proposé plus de primo-inscriptions avec AE dès 2021

5/ l'**Isère**, avec baisse sur 4 années de -9,4%, passant de 52 à 53 AE (+1,92%) et de 65 à 53 DE (-18,46%), ce département ayant proposé plus de primo-inscriptions avec AE dès 2021, puis inversion en 2023 avant un équilibre en 2024

6/ la **Drôme**, avec hausse sur 4 années de 60,87%, passant de 14 à 29 AE (+107,14%) et de 9 à 8 DE (-11,11%), ce département ayant proposé plus de primo-inscriptions avec AE dès 2022

7/ le **Rhône**, avec baisse sur 4 années de -6,16%, passant de 50 à 60 AE (+20%) et de 13 à 11 DE (-15,38%)

8/ l'**Allier**, avec hausse sur 4 années de 117,65%, passant de 2 à 9 AE (+350%) et de 15 à 28 DE (-86,67%)

Alors que 3 courbes ne reflètent pas cette même tendance, la première où c'est la courbe des primo-inscriptions qui est similaire à celle des primo-inscriptions au total, et les deux dernières totalement atypiques :

1/ ***l'ensemble Cantal/Haute-Loire***, avec hausse sur 4 années de 100%, passant de 1 à 8 AE (+700%) et de 12 à 18 DE (+50%), ce département ayant proposé plus de primo-inscriptions avec AE seulement en 2021

2/ la ***Loire***, avec hausse sur 4 années de 75,56%, passant de 8 à 17 AE (+112,5%) et de 37 à 62% DE (+67,57%)

3/ le ***Puy-de-Dôme***, avec hausse sur 4 années de 29,17%, passant de 10 à 22 AE (+120%) et de 38 à 40 (+5,26%), ces 2 départements étant les derniers avec le Rhône et l'Allier à présenter toujours plus de primo-inscriptions avec DE que de primo-inscriptions avec AE.

Quelque soient les liens plus ou moins forts entre l'existence d'instituts de formation, il semble qu'il y ait aussi une attractivité pour professionnels détenteurs d'Autorisations d'Exercice, d'autant plus nettement dans les départements non pourvus d'instituts de formation, à l'exception de la Savoie, mais aussi depuis plus longtemps pour les départements de la moitié est de la région.

Quel impact doit-on imaginer pour les nouveaux diplômés en lien avec le zonage ? Il faut rappeler que cette partie est de la région présente aussi des zones sous-denses, porteuses d'aides incitatives à l'installation, mais aussi, en y ajoutant le Rhône et la Loire, l'essentiel des zones soumises à une restriction d'installation, l'Ain, l'Ardèche et la Drôme n'y étant que peu ou pas confrontés.

***L'arrêté de zonage datant de début novembre 2024, quelles seront les évolutions tant pour les transferts intra et surtout extra ARA, que pour les primo-inscriptions avec AE ? Y aura-t-il aussi des répercussions pour les primo-inscriptions avec DE ?***